

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- -Continuité de l'exploitation (confer note 1.1)
- -Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- -Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société applique depuis le 1er janvier 2005, les règlements CRC n°2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

1.1 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire ouverte le 13 janvier 2006 par le Tribunal de Commerce de Lons le Saunier, un plan de continuation a été présenté par les actionnaires. Ce plan a été homologué par un jugement en date du 23 mars 2007. Sa réalisation est subordonnée à la cession de deux actifs immobiliers (un immeuble d'habitation sis à Lons le Saunier et l'usine sise à Strasbourg) et à la cession d'actifs de l'activité « verres ».

Sur ces bases, la direction a décidé d'arrêter les comptes en retenant le principe de la continuité d'exploitation. Cependant, les mesures de restructurations engagées à ce jour n'ayant pas encore produit tous leurs effets, notamment en termes de trésorerie, des incertitudes importantes pèsent sur la continuité d'exploitation.

1.2 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.2.1 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. En l'occurrence, les durées d'utilisation n'ont pas été appréhendées différemment des durées d'usage utilisées antérieurement.

- Logiciels 1 an
- Constructions 20 à 30 ans
- Agencements 10 ans
- Installations techniques 10 ans
- Matériel et Outillage industriels 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 4 à 10 ans

Les amortissements économiquement justifiés sont des amortissements linéaires ou dégressifs admis par la loi fiscale. Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

1.2.2 Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.2.3 Prêts.

Il s'agit des prêts consentis aux organismes collecteurs dans le cadre de l'aide à la construction, ceux-ci sont remboursables sur 20 ans.

Afin de ramener la valeur nominale à la valeur de marché et compte tenu de la forte probabilité de la cession des prêts avant la date de leur échéance, une provision pour actualisation a été comptabilisée.

1.2.4 Stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les prix de revient n'intègrent pas l'impact de la sous activité dans la valeur des stocks

Compte tenu de l'arrêt de l'activité, le stock « verres » a été déprécié de façon exceptionnelle afin de le valoriser à sa valeur liquidative estimée. .

1.2.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.2.6 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.2.7 Achats

Les frais accessoires d'achats à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

2 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

2.1 Immobilisations & amortissements

Actif immobilisé	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets	203 668	0	13 337	190 331
Fonds commercial	7 930	0	0	7 930
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	72 581			72 581
Constructions	1 210 891			1 210 891
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	1 329 482	0	545 489	783 993
Installations techniques, matériels et outillages industriels	6 540 528	0	1 401 888	5 138 640
Matériel de transport	47 911	0	0	47 911
Matériel de bureau et informatique	353 435	0	104 455	248 980
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Sous-total	9 554 828	0	2 051 832	7 502 996
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	369 934			369 934
Prêts	622 449		20 097	602 352
Autres	2 542		0	2 542
Sous-total	1 018 549		20 097	974 828
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	10 784 975	0	2 085 266	8 676 085
Amortissements	Montant en fin d'exercice	Dotation de l'exercice	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets	196 848	3 368	13 040	187 176
Sous-total	196 848	3 368	13 040	187 176
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 105 606	32 258		1 137 864
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	1 229 309	40 966	521 222	749 054
Installations techniques, matériels et outillages industriels	6 316 425	56 025	1 401 839	4 970 611
Matériel de transport	39 376	2 767	0	42 143
Matériel de bureau et informatique	331 307	12 757	104 312	239 752
Sous-total	9 340 582	144 773	2 027 373	7 139 423
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	9 599 105	148 141	2 040 413	7 326 599

2.2 Détail des dotations aux amortissements de l'exercice

VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Mouvements affectant la provision pour amortissement dérogatoires	
			Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	2 597	771		
Immobilisations corporelles				
Constructions	32 258			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	40 966			
Installations techniques, matériels et outillage industriels	23 043	32 982		
Matériel de transport	2 767			
Matériel de bureau et informatique	2 890	9 867		
Sous-total	101 925	42 849		
TOTAL GENERAL	104 522	43 619		

2.3 Immobilisations par composant

Après une étude d'impact, la société n'a identifié de composant que pour ses actifs immobiliers. Ceux-ci étant totalement amortis, la société n'a pas jugé pertinent de modifier les règles d'amortissement des dits biens.

Par ailleurs, la société n'a pas identifié de composants sur les autres actifs.

2.4 Etat des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Échéances à 1 an au plus	Échéances à +d'1an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	18 713		18 713
Prêts	602 351		602 351
Autres immobilisations financières	2 542		2 542
Actif circulant			
Client douteux ou litigieux	368 285		368 285
Autres créances clients	487 301	487 301	
Personnel et comptes rattachés	330	330	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 454	3 454	
Etat - impôt sur les bénéfices			
Etat - taxe sur la valeur ajoutée	79 351	79 351	
Autres impôts et taxes / Divers état			
Débiteurs divers	1 683	1 683	
Charges constatées d'avance	1 271	1 271	
TOTAL	1 565 281	573 390	991 891

2.5 Provisions

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissement dérogatoires				
Sous-total				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour perte de change				
Autres provisions pour risque				
provisions litiges	227 090	151 230		378 320
provisions risques	50 875	45 250		96 125
provisions IFA				
provisions restructurations				
Sous-total	277 965	196 480	0	474 445
Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations :-titres de participation	369 934			369 934
-autres immob.financières	0	287 622	0	287 622
Sur stock en-cours	352 454	1 222 035		1 574 489
Sur comptes clients	342 094	18 546	10 121	350 519
Autres provisions pour dépréciations	0			0
Sous-total	1 064 482	1 528 203	10 121	2 582 564
TOTAL DES PROVISIONS	1 342 447	1 724 683	10 121	3 057 009
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		436 273	10 121	
- financières		287 622		
- exceptionnelles		1 000 788		

Les provisions pour litiges sont ainsi ventilées :

- 29 K€ au titre d'instances prud'homales,
- 269 K€ au titre d'instances contentieuses opposant BOURGEOIS à ses anciens franchiseurs.
 - 80 K€ au titre d'instance contentieuse opposant BOURGEOIS à un ancien agent commercial.

Les provisions pour risques et charges nouvellement constituées sont relatives à la fermeture du site de Lons le Saunier.

2.6 Dettes

2.6.1 Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A moins d'1an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 ans maximum à l'origine				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	96 786		80 655	16 131
Fournisseurs et comptes rattachés	1 435 291	488 190	789 250	157 851
Personnel et comptes rattachés	875 594	479 783	395 811	
Sécurité sociale et organismes sociaux	988 810	399 571	491 032	98 207
Etat : Impôts sur les bénéfices	18 750		18 750	
TVA	83 895	15 291	57 170	11 434
Autres impôts/Taxes et assimilés	594 756	6 700	490 056	98 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés	977 049	873 254	86 496	17 299
Autres dettes	746 868	145 483	571 256	30 129
Produits constatés d'avance				
TOTAL	5 817 799	2 408 272	2 980 476	429 051
Emprunts soucrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des divers emprunts contractés auprès des associés personnes physiques	952 981			

Les dettes à moins d'un an sont celles postérieures à la date d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire.

Les dettes à échéances supérieures à un an sont celles antérieures à la procédure de redressement judiciaire à l'exception du compte courant du dirigeant d'un montant de 873 K€ dont le remboursement est subordonné à la cession du bâtiment de Graffenstaden.

2.6.2 Dettes garanties par des sûretés réelles

L'avance en compte courant de 800 K€ en principal consentie en septembre 2004 est garantie par une hypothèque sur le bâtiment de Graffenstaden.

Les intérêts sont également garantis par l'hypothèque.

La société a engagé des négociations avec des promoteurs immobiliers en vue de céder cet immeuble.

Les dettes fiscales et sociales (taxes professionnelles 2004 et 2005, diverses taxes foncières, part patronales de certaines cotisations sociales échues au cours de l'exercice 2005) sont garanties par une hypothèque du trésor portant sur les immeubles de la société sis à LONS LE SAUNIER (725, route de Besançon et 2, rue des Mouillères) pour un montant de 530.914 € (dont 477.500 € en principal)

2.7 Autres informations

2.7.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir Néant

2.7.2 Charges à payer

Le montant des charges à payer est inclus dans les postes suivants du bilan.

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	4671
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	336 590
Dettes fiscales et sociales	1 090 366
Autres dettes	144 218
TOTAL	1 575 845

2.7.3 Charges constatées d'avance (d'exploitation)

Les charges constatées d'avance sont relatives à des dépenses de télécommunication.

2.7.4 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance Néant

2.7.5 Fonds commercial

Les fonds commerciaux figurant au bilan se décomposent suivant le tableau suivant.

Fonds commerciaux achetés avec protection juridique	7 925
Fonds commerciaux achetés sans protection juridique	0
TOTAL	7 925

2.7.6 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Postes du bilan	Entreprises liées	Créances et dettes matérialisées par des effets de commerce
Clients et comptes rattachés (montant net)		34 196
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Créances rattachées à des participations (montant net)	0	0

2.8 Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

NATURE DES ECARTS	Montants	Provisions pour perte de change
Ecarts de conversion – Actif sur dettes et créances d'exploitation	500	
Ecarts de conversion –Passif sur dettes et créances d'exploitation	3 259	

3 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Informations sectorielles

3.1.1 Répartition par secteurs d'activité

Secteurs d'activité	% du C.A
Montures	62%
Verres	38%
TOTAL	100%

3.1.2 Répartition par marches géographiques

	chiffre d'affaires	en %
France	3584762	84%
Etranger	700441	16%
TOTAL	4285203	100%

3.2 Détail des produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels sur opération de gestion		20 838
Produits sur cession éléments corporels		39 670
Quote-part subvention investissement		1 156
Reprise provision pour risques et charges		
Produits sur exercices antérieurs		20751
Pénalités et amendes		
Autres charges exceptionnelles de gestion	34 202	
Charges sur exercices antérieurs	4 347	
Valeur nette comptable, immobilisations corporelles cédées	24 756	
Dot. aux provisions pour risques et charges except	125 479	
Dot. Aux provisions pour dépréciation except.	875 307	
Sous- Total	1 064 091	82 416
TOTAL		-981 675

3.3 Transfert de charges

Formation	6 094
Remboursement assurances	575
Salaires charges sociales	7 205
Divers	43
TOTAL	13 917

3.4 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	- 3 262 872	0	-3 262 872
Résultat exceptionnel (et participation)	- 981 675	0	- 981 675
Résultat comptable	-4 244 547	0	-4 244 547

3.5 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Résultat de l'exercice	-4 244 547
Impôts sur les bénéfices	0
Résultat avant impôts	-4 244 547
Variation des provisions réglementées	0

3.6 Information sur la situation fiscale différée ou latente

3.6.1 Allègements

Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :

Organic 6 700

3.6.2 Eléments à imputer

Déficits reportables

15 327 175

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 Données sociales

4.1.1 Effectif au 31 décembre

Cadres	9
Agents de maîtrise et techniciens (ETAM)	13
Employés	8
Ouvriers	25
TOTAL	55

4.1.2 Rémunérations des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction	78 073 €
Rémunérations allouées aux 5 personnes les mieux rémunérées	287 824 €

4.1.3 Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités journalières.

Une compagnie d'assurances se charge en partie du paiement ultérieur des indemnités de départ en retraite du personnel grâce aux sommes versées par la Société Bourgeois S.A.

Le montant des indemnités de fins de carrière est fixé par les dispositions de droit commun et les conventions collectives applicables dans la société (convention collective de la métallurgie).

Les engagements sont évalués suivant la méthode actuarielle dite du prorata des droits au terme.

Les hypothèses statistiques retenues sont les suivantes :

- Taux de charges patronales : 40,20 %,
 - Taux annuel d'évolution des salaires : +2 %
 - Age moyen d'entrée des salariés
 - Cadres 25 ans
 - ETAM et ouvrier 23 ans
 - Salaire moyen des salariés
 - Cadres 37.802 €
 - ETAM et ouvrier 18.839
 - Taux de démission 4 %
 - Taux de licenciement 4 %
 - Table de mortalité TV 8890
-
- L'engagement au titre des indemnités de fins de carrière est estimé à 150 000 €

Cet engagement est couvert à hauteur de 25 000 € par une compagnie d'assurance.

4.1.4 Droit individuel à la formation.

Le montant des provisions pour DIF est calculé selon les règles légales en vigueur :

- Droit à DIF acquis après un an d'ancienneté,
- Le droit est acquis au 1^{er} janvier de l'exercice,
- Le droit est de 20 heures par an, cumulable sur 6 ans au maximum,
- Le montant dû par l'employeur est égal à 50 % de la rémunération nette, ainsi que les frais de formation et de transport
- Les engagements financiers n'intègrent pas les frais de formation et de transports qui sont déjà pris en charge au titre des obligations légale de financement de la formation professionnelle continue).

Les droits acquis par le personnel totalisent 2 960 heures représentant un engagement financier de 27 016 €.

4.2 Liste des filiales et participations

FILIALES et PARTICIPATIONS	F.P.O France	BOURGEOIS BENELUX Belgique	TIFFANY eyewear USA
Capital	9 146	61 973	299 500
Réserves (1)	-46 124	-774 730	96 588
Quote-part détenue	99%	99,57%	100%
Valeur nette comptable de la participation	0	0	0
CA 2006	0		
Résultat 2006	0		
(1) dont report à nouveau	-46 894		

La filiale FPO est en sommeil depuis le mois de février 2002. Les capitaux propres négatifs ont pour contrepartie une créance de BOURGEOIS SA dépréciée à 100 %. La société n'a donc pas identifié de risque.

La filiale Tiffany Eyewear est en sommeil depuis mai 1997.

La filiale Bourgeois Bénélux est en sommeil depuis Février 2000. Malgré une situation nette négative de sa filiale belge, BOURGEOIS SA n'a pas identifié de risque d'être appelée en garantie à ce titre.

Les titres de participation des filiales sont intégralement dépréciés.

4.3 Composition et évolution des capitaux propres

	Situation au 31/12/2004	Situation au 31/12/2005	Situation au 31/12/2006
Nombre d'actions	531 878	531 878	531 878
Capital	2 028 000	2 028 000	2 028 000
Réserves	2 615 128	-686 104	-2 103 302
Résultat de l'exercice	-1 530 602	-1 417 197	- 4244 547
Capitaux propres	3 112 526	-75 301	-4 319 848

4.4 Répartition du capital social

Actionnaires	Répartition en %	
	du capital	des droits de vote
Famille Bourgeois	72,13%	81,80%
Public	27,87%	18,20%
Ensemble	100,00%	100,00%

Selon les statuts de la société, les actions nominatives détenues depuis plus de 5 ans confèrent un droit de vote double.

4.5 Soldes intermédiaires de gestion

	2006	%	2005	%	2004
Vente de marchandises					
Coûts d'achats des marchandises vendues					
MARGE COMMERCIALE					
Production vendue	4 285 203		5 804 782		7 836 002
Production stockée	-60 260		-450 881		-486 065
Production immobilisée					
PRODUCTION DE L'EXERCICE-	4 224 943	100,00%	5 353 901	100,00%	7 349 937
Consommation en provenance de tiers	2 470 226		2 848 606		4 502 992
VALEUR AJOUTEE	1 754 717	41,53%	2 505 295	46,79%	2 846 945
Subvention d'exploitation					
Impôts et taxes	401 223		345 741		335 289
Charges de personnel	3 646 562		3 389 226		5 162 454
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-2 293 068	-54,27%	-1 229 672	-22,97%	-2 650 798
Reprise de provisions et transfert de charges	18 453		627 162		1 385 597
Autres produits	6 923		8 047		7 339
Autres charges	26 704		10		12 342
Dotations aux amortissements	148 140		208 772		226 270
Dotations aux provisions	436 271		628 350		975 629
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 878 807	-68,14%	-1 431 595	-26,74%	-2 472 103
Produits financiers	3 929		2 221		18 329
Charges financières	387 995		99 685		91 816
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-3 262 873	-77,23%	-1 529 059	-28,56%	-2 545 590
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	41 589		35 696		83 867
produits exceptionnels sur opération en capital	40 826		25 354		991 278
Reprises provisions except./quote part subv.d'inf	0		120 497		54 003
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	38 547		48 132		66 939
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	24 756		6 553		146 111
Dotations aux provisions exceptionnelles	1 000 786				103 628
Participation des salariés	0				
Impôts sur les bénéfices	0		15 000		37 500
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-4 244 547	-100,46%	-1 417 197	-26,47%	-1 770 620

4.6 Capacité d'autofinancement

	2006	2005
Excédent brut d'exploitation	-2 293 068	-1 229 672
+ Transfert charges d'exploitation	13 917	43 625
+ Autres produits	6 923	8 047
- Autres charges	-26 704	-10
+ Produits financiers	3 929	2 221
- Charges financières	-100 373	-99 685
+ Produits except./opérations gestion	41 589	35 696
- Charges except./opérations gestion	-38 547	-48 132
- Impôts sur les bénéfices	0	-15 000
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-2 392 334	-1 302 910

4.7 Tableau de financement

TABLEAU DE FINANCEMENT SA BOURGEOIS

EMPLOIS	2006	2005	RESSOURCES	2006	2005
Dividendes			Capacité d'autofinancement	-2 293 068	-1 302 910
Investissements non financiers		43 352	Cession d'immobilisations	40 826	25 354
Investissements financiers			Désinvestissements financiers	20 098	23 625
Remboursements d'emprunts		34 628	Emprunt souscrit		
Diminution autres dettes financières			Augmentation autres dettes financières	84 968	43 538
Remboursement participation			Subvention d'investissement		
Total des emplois	0	77 980	Total des ressources	-2 147 176	-1 210 393
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	2 147 176	1 288 373
TOTAL	0	77 980	TOTAL	0	77 980